

À propos de la résolution du Parlement européen sur

<https://www.contretemps.eu>

l'Algérie

redaction

Le 26 novembre 2020, le Parlement européen (PE) a adopté une résolution qui s'inquiète de « la détérioration de la situation des droits de l'homme en Algérie, en particulier le cas du journaliste Khaled Drareni » [1]. L'Algérie, par la voix du ministère des Affaires étrangères, a qualifié l'adoption de cette résolution d'immixtion « grossière et inadmissible dans ses affaires intérieures » [2]. Reporters sans frontières (RSF) et 15 associations ont en revanche estimé qu'il s'agissait d'un « signal important face à l'intensification » [3] de la répression. Certains considèrent que la morale des droits de l'Homme qui sous-tend cette résolution « est un des boucliers contre l'injustice, la terreur, l'humiliation et l'exploitation » [4] et qu'elle « est le fruit de l'évolution globalement positive du monde après la fin de la Seconde Guerre mondiale et la chute du Mur de Berlin. » [5] Sur les réseaux sociaux, une polémique intense oppose sur le sujet partisans et adversaires de cette résolution.

Comment se déterminer objectivement sur cette question ? Chaque individu, chaque force politique, chaque institution doit impérativement prendre parti sur la base de sa vision du monde et des intérêts qu'il défend, consciemment ou inconsciemment. Ce sont précisément ces intérêts que l'analyse doit parvenir à exhumer derrière les affirmations des uns et des autres.

Toute personne de bonne foi ne peut nier le cours répressif de la politique du pouvoir qui se traduit depuis de longs mois par l'interpellation, l'emprisonnement, la condamnation ou le placement sous contrôle judiciaire de nombreuses voix dissidentes et la fermeture des champs politique et médiatique. La dernière campagne électorale sur le projet de révision constitutionnelle représente de ce point de vue un exemple flagrant et grossier de la volonté du pouvoir de passer en force. Et la réponse populaire a été cinglante avec le refus de plus de 86% des membres du corps électoral de ratifier ce projet antidémocratique. Les soutiens les plus lucides du pouvoir déplorent cette politique de passage en force jugée contre-productive et appellent depuis longtemps à des mesures d'apaisement.

L'autoritarisme du pouvoir ne peut donc être mis en doute et doit être dénoncé. Doit-on pour autant se féliciter par principe de cette dénonciation, sans même s'interroger sur l'identité et la légitimité de la source qui l'émet ? Si l'on répond positivement à cette question, il devient possible de soutenir toute dénonciation de la répression en Algérie même si elle émane des monarchies marocaine, saoudienne, émiratie, bahreïnie voire d'Israël ? Les partisans du Hirak et, plus généralement, du mouvement populaire qui luttent quotidiennement contre la répression et pour les libertés ne peuvent faire l'économie de ce type de questionnement. Ils ne doivent pas réagir subjectivement, oublier leurs principes et ignorer les enjeux politiques du moment.

Le pouvoir se réclame de la souveraineté nationale pour mieux bafouer la souveraineté du peuple. Mais l'impérialisme, à l'inverse, se cache derrière le slogan de la souveraineté populaire pour mieux bafouer la souveraineté nationale des Etats. Il y a trop d'exemples actuels de violation de la souveraineté des Etats par les grandes puissances occidentales pour que nous cédions à la fable à la mode « de l'évolution positive du monde après la fin de la Seconde Guerre mondiale et la chute du Mur de Berlin », pour que nous pensions que l'action du Parlement européen « constitue « un des boucliers contre l'injustice, la terreur, l'humiliation et l'exploitation » et pour que nous gobions sans esprit critique le discours des dominants sur la démocratie et les droits de l'Homme !

A l'inverse du pouvoir et de l'impérialisme, le courant de gauche ne doit pas opposer la défense de la souveraineté du peuple (démocratie) à la défense de la souveraineté

~~nationale des Etat dominés. Ces deux valeurs sont au contraire intimement liées entre elles et constituent, avec celle de la justice sociale, le cœur de son projet politique. C'est cette troisième voie qu'il s'agit de creuser et d'élargir.~~

Pour en revenir à la résolution du parlement européen, il convient de se poser certaines questions. Quels intérêts cette institution défend-elle ? Est-elle légitime à prendre de telles positions ? Qu'est-ce qui a motivé l'adoption de cette résolution ? Que penser par ailleurs de la réaction des autorités algériennes ? Il sera alors possible de contribuer à la définition d'une attitude claire des forces populaires et de gauche.

Le Parlement européen, ornement démocratique de l'impérialisme européen

Au sein de l'Union européenne (UE), le pouvoir réel appartient à une institution toute puissante, la Commission européenne (CE). Composée de hauts fonctionnaires non élus et de représentants des monopoles capitalistes industriels et financiers, c'est elle qui élabore les lois et autres décrets et qui prend et exécute les décisions.

Choisi au sein du Conseil européen qui regroupe les chefs d'Etat membres de l'UE et des hauts fonctionnaires, le candidat à la présidence de la Commission européenne est formellement confirmé par le Parlement dominé par les partis néolibéraux de droite et de gauche. Les lobbies qui représentent les monopoles industriels et financiers font légalement partie des commissions (ministères) de la CE.

Elus au suffrage universel dans chacun des Etats de l'UE, les députés du parlement européen ne possèdent pas de réel pouvoir. Ce parlement joue essentiellement le rôle d'alibi démocratique dans un dispositif institutionnel profondément autoritaire. En effet, le système institutionnel de l'UE n'a rien de démocratique pour les peuples européens eux-mêmes. Rejeté par les électeurs lors du référendum de 2005, le projet de Constitution européenne sera imposé sans débat ni référendum populaire par les chefs d'Etat des 27 pays-membres de l'UE quelques années plus tard, en 2009, sous l'appellation de Traité de Lisbonne. La volonté populaire ne répondant pas aux attentes des dirigeants, ceux-ci la contournèrent tout simplement. Le martyr du peuple grec, étranglé par les institutions de l'UE (Commission européenne, Banque centrale européenne) avec l'aide du FMI, confirma leur caractère antidémocratique. Dans les deux cas, le Parlement s'est incliné.

L'impuissance du Parlement et son caractère ornemental ne le dédouanent nullement de sa responsabilité dans la politique impérialiste de l'UE. Sa condamnation du régime iranien pour atteinte aux droits de l'Homme est constante. En revanche, le PE utilise le terme neutre de « mort » pour désigner l'assassinat du général Qassem Soleimani par les USA et appelle simplement à la « désescalade » suite au bombardement par les Iraniens de bases militaires américaines en Irak, en réaction à ce meurtre...

Plus récemment, le Parlement européen a soutenu le putschiste d'extrême-droite vénézuélien Juan Guaido et la politique de sanctions à l'égard du régime Maduro ainsi que le coup d'Etat qui renversa Evo Morales en novembre 2019 en Bolivie.

En l'état actuel des choses, il ne peut être question d'accorder la moindre légitimité au Parlement européen pour se prononcer sur la situation dans le monde en général et en

Algérie en particulier. Profondément impuissant, son rôle consiste à étendre l'influence idéologique des puissances dominantes à travers le discours de défense des droits de l'Homme. Il existe une répartition des rôles entre les Etats européens et la Commission européenne, d'une part, et le Parlement européen. Les premiers agissent avec cynisme et n'hésitent pas à soutenir les pires dictatures de la planète, quitte à se retourner contre elles ultérieurement. Le second se présente en donneur de leçons, indépendamment de la sincérité naïve de quelques députés qui croient encore aux principes de la démocratie, mais pas toujours à celui de souveraineté nationale quand il s'agit des Etats du Sud... de l'Europe (Grèce) ou de la planète (Amérique latine, Afrique, Asie). Les avis du Parlement préparent généralement le terrain à la Commission et aux 27 Etats pour imposer des sanctions, des embargos, voire pour intervenir militairement contre les Etats récalcitrants à leurs injonctions, particulièrement au Sahel et dans le monde arabe !

Pour nous, le Parlement européen sera autorisé à émettre un avis et rien qu'un avis sur les questions concernant les autres pays de la planète le jour où il :

- prendra fermement position contre le soutien de la Commission européenne et des puissances européennes à l'agression du peuple yéménite par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, ou contre la répression du peuple bahreïni par sa monarchie et ses alliés,
- renoncera à sa politique de sanctions à l'égard du Venezuela et d'autres pays,
- s'occupera sérieusement et avec des effets pertinents à la politique antidémocratique de ses membres, pas seulement en Hongrie et en Pologne, mais également en France où s'installe un régime policier et dans d'autres pays,
- remettra en cause la politique criminelle de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne en Grèce, pays auquel il devra accorder de justes réparations,
- s'attaquera sérieusement à la domination néocoloniale en Afrique subsaharienne...

Il faut recevoir avec bienveillance et fraternité les marques de solidarité et de soutien des mouvements sociaux et politiques populaires de par le monde, mais récuser celui des institutions des puissances dominantes qui sont de faux amis de notre peuple.

La crise de l'économie capitaliste mondiale et du système de domination impérialiste pousse à la décantation. Le voile d'hypocrisie diplomatique qui recouvrait les relations internationales fait désormais place à la réalité crue des rapports de domination : pressions politiques, sanctions, ingérences voire agressions armées... La politique de la canonnière est plus que jamais de mise. En situation de crise, les grandes puissances ne tolèrent plus les demi-mesures et n'accordent plus aucune marge de manœuvre aux Etats dominés. Confrontés à leurs concurrents, elles exigent une soumission totale des « petits Etats ».

Aujourd'hui, l'Europe capitaliste en crise reproche au pouvoir algérien de ne pas supprimer ses barrières douanières comme il s'y était engagé dans le cadre de l'Accord d'association et, plus généralement, de ne pas libéraliser assez vite son économie. Elle ne supporte pas qu'il refuse de normaliser ses relations avec Israël et qu'il soutienne la juste cause du peuple sahraoui qui a renoué depuis quelques semaines avec sa guerre de libération nationale face à l'expansionnisme de la monarchie du roi Mohamed VI qui bénéficie de la complicité active de la France, des Etats-Unis et de leurs alliés arabes. Elle ne supporte pas que le pouvoir algérien ne s'aligne pas totalement sur elle en Libye et au Sahel...

Certes, les opposants de gauche et les anti-impérialistes en Algérie, considèrent que le

~~pouvoir est loin, très loin même, de faire tout ce qu'il faudrait sur ces questions. Mais pour les institutions européennes, il en fait déjà trop. Elles recourent donc à l'une de leurs armes favorites pour l'amener à composer : la question des droits de l'Homme.~~

Nul doute que nous entrons progressivement dans une nouvelle conjoncture où l'Etat algérien, et pas seulement le pouvoir, sera de plus en plus ciblé économiquement, diplomatiquement, politiquement, financièrement en attendant peut-être, un jour, militairement. C'est dans ce cadre que s'inscrit la campagne internationale menée par le Parlement européen.

L'ingérence européenne, effet boomerang de la politique du pouvoir

Preuve de la décantation politique que la situation provoque, une partie des responsables algériens renouent publiquement avec un discours qui avait disparu depuis la fin des années 1970 ! Lors de son passage au Forum de la chaîne 1 de la radio nationale, le directeur de l'Institut national des études de stratégie globale (INESG), le général à la retraite Abdelaziz Medjahed qui s'exprimait à propos de la reprise des hostilités au Sahara Occidental, a soutenu que *« l'Algérie doit réévaluer ses relations avec certaines capitales pour reconsidérer la nature des changements et l'émergence de nouvelles alliances, dans un contexte géopolitique des plus changeants »*^[6]. Il ciblait les Etats qui appuient l'expansionnisme du Makhzen en installant des consulats dans les territoires sahraouis occupés. Parmi eux les Emirats Arabes Unis (EAU), ce pays qui vient d'assumer publiquement son alliance avec Israël et qui occupe une position économique non négligeable dans notre pays : port à conteneurs d'Alger, usine sidérurgique de Bellara, usine de montage de véhicules militaires de Tiaret... Lors de son récent passage à la radio et à la télé privée *Ennahar*, le Directeur de l'INESG a critiqué l'agression du Yémen par l'Arabie et les EAU. De même a-t-il utilisé le terme d'impérialisme depuis longtemps disparu du lexique officiel...

Allant plus loin, M. Medjahed, qui ne doit certainement pas parler en son seul nom, a appelé *« à entreprendre une révision générale de ce qui a été réalisé au cours des dernières décennies pour ensuite corriger les dérives et défaillances dans notre système politique, social et économique »*. Cela ressemble fort à une critique globale de la politique de remise en cause du projet de développement souverain des années 1962-1978.

Car force est de constater que le pouvoir a donné à l'UE le bâton pour le battre. Dans sa résolution sur l'Algérie, le Parlement européen a abondamment rappelé l'ensemble des engagements de notre gouvernement découlant de la signature du scélérat traité inégal que représente l'accord d'association passé avec l'UE. Et le pouvoir vient maintenant se plaindre de l'ingérence de l'Europe ! Il est pourtant le signataire de cet accord qui a fait tant de mal aux finances du pays sans lui apporter en retour le moindre avantage économique substantiel ! C'est ce même pouvoir qui a fait ami-ami avec l'UE et intégré, aux côtés d'Israël, l'Union pour la Méditerranée (UPM) parrainée par Nicolas Sarkozy ! C'est lui qui a signé un accord de partenariat stratégique avec la France et qui se vante constamment de la qualité de ses relations avec les USA...

Ces accords s'intègrent dans la politique de libéralisation entamée depuis Chadli en 1980 et qui s'est traduite par un arrêt de l'industrialisation du pays, un endettement ruineux, la

privatisation et le bradage des entreprises publiques, y compris à des multinationales, la loi Khelil de bradage des hydrocarbures, l'abandon de l'ancien monopole d'Etat sur le commerce extérieur du pays à quelques dizaines de milliers de privés qui constituent avec les oligarques engraisés par le biais de crédits étatiques et de marchés publics le noyau d'une fraction bourgeoise compradore... Qui eut alors le courage de dénoncer le Plan d'ajustement structurel (PAS) qui constitua selon les dirigeants eux-mêmes (dixit Ahmed Ouyahia) une atteinte à la souveraineté nationale, si ce n'est le courant politique de gauche (PT, PST, PADS, *Alger Républicain*) et quelques personnalités (Sid Ahmed Ghazali, Hocine Malti...) ? Qui, si ce n'est les mêmes, s'opposa au bradage des hydrocarbures ? Même la direction de l'UGTA emmenée par un Abdelmadjid Sidi Saïd de triste mémoire acquiesça à ce projet de dépossession du peuple algérien. Qui eut l'audace de dénoncer l'accord d'association avec l'UE si ce n'est le même courant de gauche et quelques syndicats, y compris patronaux ? Et la liste est loin, très loin d'être close...

Qui qualifia en revanche les régimes émiratis et saoudiens de « régimes frères » que les Algériens n'avaient plus le droit de critiquer ? Qui leur permit de s'emparer du port d'Alger ? De concurrencer le pauvre complexe d'El Hadjar ? N'est-on pas en droit de se demander où se trouve réellement la fameuse « main de l'étranger » ? Au sein du régime où dans l'opposition ? Dans une partie des deux en réalité.

Et maintenant qu'il se sent trahi par ses partenaires européens, le pouvoir autoritaire libéral les accuse d'ingérence. Pourquoi réprime-t-il les manifestants pacifiques qui aspirent à un changement de régime mais qui sont prêts à donner leur vie pour que l'Algérie reste un pays indépendant et se développe ? Des manifestants qui ne cessent d'exprimer leur solidarité avec la Palestine contre la trahison des régimes arabes ? Pourquoi le peuple n'a-t-il pas le droit d'être souverain, d'élaborer et d'adopter librement sa Constitution ? Quels intérêts cela dérange-t-il autant ? Le pouvoir pensait que les Européens lui donneraient carte blanche pour faire ce qu'il voulait en interne. D'où sa politique d'ouverture et de bradage des entreprises publiques et des richesses du pays. Mais à la moindre velléité de défense des intérêts économiques du pays ou de refus de la normalisation avec Israël et de l'occupation coloniale du Sahara Occidental, ses amis européens se retournent contre lui, tout comme le firent les dirigeants occidentaux avec Kadhafi et Assad.

En cessant de contester l'ordre économique international injuste et l'ordre politique impérialiste qui l'accompagne, en cessant de mener une politique de non-alignement active et en voulant, à l'inverse, jouer le rôle du bon élève de la communauté internationale, respectueux de cet ordre inique, le pouvoir a ouvert la voie aux ingérences et a favorisé le renforcement d'une force sociale locale relais des intérêts occidentaux et de leurs alliés arabes : la bourgeoisie compradore. En menant dans le même temps sa politique libérale d'injustice sociale, il a perdu le soutien populaire dont bénéficiaient les régimes pourtant dictatoriaux des deux premières décennies de l'indépendance. Or, sans un soutien actif de son peuple, aucune armée ne peut résister aux grands vautours coalisés qui survolent la planète à la recherche de proies.

Bâtir un indestructible front intérieur

Profitant des nuages qui s'amoncèlent à l'horizon régional (Libye, Mali et Sahel, Sahara Occidental, Palestine, Yémen, Syrie...) et de la contradiction qui s'exacerbe entre le peuple et le pouvoir comme l'a démontré l'ampleur du rejet du projet de Constitution, les grandes

puissances accentuent leurs pressions et ingérences. Nul doute qu'elles se feront plus nombreuses et insistantes à l'avenir.

Devant ce danger, chaque courant politique, chaque citoyen, doit se déterminer. L'heure de la décantation a sonné. Profondément anti-impérialiste, le courant de gauche anticapitaliste est partisan d'un puissant front intérieur car lui seul est en mesure de résister aux assauts des puissances du Nord. Encore faut-il que le front intérieur et la dénonciation de la « main étrangère » ne soient pas des slogans creux.

La construction et le renforcement du front intérieur implique en effet de cibler clairement les ennemis et les amis du peuple algérien. Jusqu'à présent, le pouvoir ne cesse de faire référence à la « main étrangère » sans jamais préciser à qui il fait référence. Il passe au contraire le plus clair de son temps à entretenir de bonnes relations avec les régimes français, anglais, américaine et les régimes du Golfe qualifiés de « frères ». De même mène-t-il une politique économique contraire aux intérêts du peuple algérien en poursuivant les réformes libérales (ouverture projeté du capital des banques publiques, des grands groupes publics du transport...) et en refusant de prendre des mesures de justice sociale élémentaires comme l'impôt sur la fortune, l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs, le développement de l'emploi...

Or, afin que le renforcement du front intérieur devienne une réalité, il convient :

- de renouer avec une politique de développement souverain qui implique de contester l'injuste ordre économique et politique international, ce qui amène à assumer un affrontement avec les grandes firmes industrielles et financières du capitalisme mondial qui travaillent à détruire les barrières de défense des Etats et de se donner les moyens de repousser fermement les pressions et ingérences internationales. Il faut rebâtir une économie productive afin que le pouvoir de décision ne fluctue plus en fonction du prix des hydrocarbures fixé sur le marché mondial. Pour ce faire, l'Etat doit retrouver son rôle de stratège, renationaliser les entreprises bradées, ne pas se laisser impressionner par le FMI, la Banque mondiale et autres clubs de Paris et de Londres... Il ne peut y avoir de front intérieur avec une économie extravertie reposant sur des intérêts privés.

- de renouer avec une politique de justice sociale. Il ne s'agit plus de soutenir les plus démunis, mais de lutter hardiment pour en finir avec le dénuement produit par la politique de libéralisation. Il n'existe pas de lois économiques universelles valables en tout temps et en tous lieux. L'économie est politique, c'est-à-dire qu'elle sert les intérêts d'une minorité au détriment de la majorité, ou l'inverse. Il faut que la majorité du peuple (travailleurs actifs, retraités, chômeurs, étudiants, petits artisans et commerçants, petits paysans...) bénéficie de la répartition équitable du revenu national. Les salaires doivent augmenter pour assurer un pouvoir d'achat à la population et les subventions doivent être maintenues et renforcées. Une lutte implacable doit être menée contre la corruption, l'évasion fiscale... Pour mettre fin aux inégalités, il s'agit d'imposer les patrons et la richesse et de permettre l'accès de la population à une éducation et à une santé gratuites et de qualité... Bref, il faut rompre avec la politique libérale afin que la population soit en état de se mobiliser.

- de saisir que la construction d'un front intérieur ne peut se réaliser sans le peuple et à fortiori contre lui. Lorsqu'au bout d'une campagne référendaire à sens unique dont toutes les voix dissonantes ont été exclues, l'antidémocratique projet de révision constitutionnelle n'est officiellement adopté que par 13% du corps électoral, c'est que le front intérieur est inexistant. Et il est clair que la responsabilité exclusive de cet état de fait incombe au pouvoir et à sa politique autoritaire. Pour que le peuple puisse participer à la formation du

front intérieur dont il constitue l'ultime rempart, il doit pouvoir librement s'exprimer, se réunir, s'organiser, se mobiliser, manifester, faire grève, installer une section syndicale... Pas pour aller en prison. Or, dans l'Algérie d'aujourd'hui, on a vu des citoyens être interpellés parce qu'ils déployaient le drapeau palestinien alors que d'autres citoyens pouvaient exprimer publiquement et sans honte leur accord avec la normalisation des monarchies du Golfe avec Israël !

Le directeur de l'INESG ne propose pas autre chose quand il appelle de ses vœux à « *une révision générale de ce qui a été réalisé au cours des dernières décennies* » et à une correction des « *dérives et défaillances dans notre système politique, social et économique* ». En effet, ce ne sont pas seulement Bouteflika et son clan qui sont responsables mais toute la politique de libéralisation menée depuis 1980. Et l'on ne peut que partager le propos de M. Medjahed lorsqu'il en appelle au rassemblement « *sur les principes fondamentaux de la démocratie, de la dignité et du droit, que le peuple algérien a revendiqués lors de son Hirak ; ce ne sont que les piliers de la bonne gouvernance pour l'enracinement de la culture citoyenne et du sens civique* ».

Pour qu'un tel discours devienne réalité, il doit impérativement être suivi d'effet, c'est-à-dire de :

- la libération des citoyens injustement interpellés, incarcérés, condamnés ou placés sous contrôle judiciaire et de la réparation des torts qu'ils ont subis (perte de leurs salaires, voire de leur emploi, exclusion du système scolaire...) et d'une action énergique et déterminée de réforme de l'institution judiciaire,
- l'ouverture réelle du champ politique et médiatique et d'un dialogue sincère en vue d'aboutir à l'élaboration et à l'adoption par le peuple lui-même d'une Constitution démocratique,
- la reconnaissance effective de la liberté d'expression, de réunion, d'organisation, de manifestation... des citoyens et du droit de grève et des libertés syndicales pour les travailleurs et d'une action énergique contre les patrons-voyous qui violent les libertés syndicales et bafouent le droit du travail,
- l'amélioration immédiate et conséquente de la situation sociale et des droits des classes populaires (travailleurs, sans domiciles, femmes, chômeurs, paysans pauvres et sans terres...) : augmentation substantielle des salaires (imposition de la richesse), maintien et extension des subventions et, plus généralement, du salaire social... création massive d'emplois pour relancer l'économie, développement de l'éducation et de la santé publique et de qualité...
- la prise de mesures fortes en matière de souveraineté économique nationale parmi lesquelles la renationalisation des entreprises bradées, la fin du monopole privé sur le commerce extérieur, l'aide massive aux entreprises publiques et aux secteurs assurant emplois, revenus et donc richesses et impôts à l'Etat...

La balle se trouve désormais dans les mains du pouvoir. C'est à lui de choisir. La défense de la souveraineté nationale implique de reconstruire le front intérieur fragilisé. Cela implique de rompre avec la politique autoritaire de passage en force et de répression, de développer les libertés et d'asseoir une politique de justice sociale afin que le peuple puisse se mobiliser activement pour contrer toute velléité extérieure agressive. Le mouvement populaire, de son côté, ne doit pas attendre passivement que la décantation se produise au

sein du pouvoir. Il doit dès maintenant construire hardiment le front intérieur en poursuivant sa lutte pour la justice sociale, pour la défense de la souveraineté nationale et pour la démocratie. Telle était la perspective du Hirak.

Il convient aujourd'hui de se hisser à la hauteur des enjeux historiques. Les régimes parlementaires bourgeois occidentaux ont fait leur temps. Au service de politiques néolibérales ayant fait exploser le consensus social, ils se vident progressivement de tout contenu démocratique pour se muer en régimes autoritaires, voire policiers. La France et les USA illustrent cette dérive. Face à la crise de ces régimes parlementaires, les régimes autoritaires ne constituent pas une alternative. Il faut inventer une troisième voie, celle d'une démocratie nouvelle alliant liberté, justice sociale et indépendance nationale. Il s'agit de refonder la République algérienne démocratique et populaire.

Alger, le 2 décembre 2020.

Notes

[1]. https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2020-0329_FR.html

[2].

<http://www.aps.dz/algerie/113457-l-algerie-condamne-avec-force-la-resolution-du-parlement-europeen-sur-la-situation-des-droits-de-l-homme-en-algerie>

[3].

[4]. Ali Bahmane : *L'Algérie ne peut être à la traîne*. Repère, *El Watan*, dimanche 29 novembre 2020.

[5]. *Idem*.

[6].

<https://www.elmoudjahid.com/fr/nation/abdelaziz-medjahed-directeur-de-l-institut-des-etudes-strategiques-globales-l-algerie-doit-reevaluer-ses-relations-avec-certains-pays-1761>